

Yves-Marie Laulan : l'immigration ne peut être heureuse dans les conditions actuelles

écrit par Yves-Marie Laulan | 30 septembre 2015



Yves-Marie
Laulan[1]

Le 25 septembre 2015

Les conditions d'une « immigration heureuse ».

Il n'y a pas « d'immigration heureuse » ni au départ, ni à l'arrivée. Une immigration, surtout si elle porte sur des chiffres élevés, exerce forcément des effets traumatisants dans le pays de départ. Les migrants vont tout abandonner, dans l'espoir souvent déçu, d'une vie de félicité. Dans le pays d'arrivée, l'entrée en masse d'éléments étrangers par l'origine, la langue, les coutumes ne peut manquer, la première vague d'émotion passée, de produire des réactions de réserve, puis d'hostilité. C'est très exactement ce qui est en train de se produire en Europe où les frontières se ferment les unes après les autres, devant l'arrivée d'une foule d'indésirables[2].

La France ne fait exception à cette règle quoiqu'en disent les médias et, maintenant, les autorités religieuses, au plus haut niveau[3]. C'est entendu, la France est un pays généreux où le droit d'asile a toujours honoré notre pays. Mais, avant de se lancer tête baissée, au nom de la « tarte à la crème » de la France « terre d'aile », dans un nouvelle vague d'immigration d'une ampleur inégalée susceptible d'engendrer des réactions de xénophobie, certains faits doivent être tenus présents à l'esprit, au risque de passer pour un esprit grincheux.

1° En premier lieu, il faut rappeler que depuis 15 à 20 ans au moins, notre pays accueille chaque année entre 200 et 250 000 immigrants[4], sans compter les immigrants clandestins, si bien que la France abrite aujourd'hui une population de clandestins non déclarés et non titulaires de « documents », estimée à 300 000 à 500 000 personnes (selon les personnes bénéficiant de l'AME[5] soit près d'un million), dont une très grande majorité de musulmans venant du Maghreb et d'Afrique noire et maintenant du Moyen-Orient. Ainsi s'explique que le pourcentage d'enfants d'immigrants scolarisés dans nos écoles se rapproche de 20 %, soit près d'une cinquième. Dans 10 à 20 ans, ces enfants deviendront adultes et constitueront un pourcentage relativement élevé de la population, soit un Français sur 5.

Cela est tout à fait compréhensible car les sources de l'immigration actuelle proviennent quasi exclusivement de pays musulmans (à l'exclusion de pays de tradition chrétienne ou simplement laïque). Les pays musulmans exportent massivement leurs fidèles (et leurs problèmes)[6]. L'immigration syrienne et irakienne ne fera que renforcer la présence, déjà considérable de l'Islam dans notre pays (et, demain, l'immigration africaine potentielle !). L'immigration actuelle n'est pas un événement neutre. C'est un phénomène religieux de la plus haute importance dont les conséquences se feront sentir pour les siècles à venir[7].

2° En second lieu , il faut rappeler qu'en dehors de l'émotion suscitée par le spectacle désolant de ces cohues d'adultes et de leurs familles en route vers l'Eldorado allemand ou français, l'installation d'adultes présente de redoutables problèmes d'assimilation et de cohabitation avec les populations d'accueil. Toute immigration de quelque ampleur est nécessairement déstabilisante dans l'immédiat, et plus encore à terme, en perturbant les équilibres établis dans la population d'accueil en termes de financement, de chômage et de majorités électorales au plan local et national.[\[8\]](#)

3° Une dernière considération est à prendre en compte. Peut-on sérieusement instaurer une politique d'immigration forcément importante et donc coûteuse sans prendre en compte l'avis des gens, c'est-à-dire de la population d'accueil ? La question s'est récemment posée en Allemagne où Angéla Merkel avait, dans un premier temps, avancé que son pays était prêt à recevoir un million de migrants. Mais cette déclaration imprudente avait promptement déclenché un véritable raz de marée humain en direction de l'Allemagne et de l'Autriche. En conséquence, la Chancelière a été sans tarder contrainte de tourner casaque peu de temps après devant les réactions plus que réservées des pays voisins (Hongrie , Slovaquie, Croatie etc.), vite débordés par ces flots humains mis en mouvement par les déclarations allemandes, mais aussi et surtout par les répercussions franchement hostiles sur le plan intérieur, en Bavière notamment.

Ces péripéties appellent deux types de réflexion. En premier lieu, les dirigeants européens, Allemagne en tête, n'ont nullement pris conscience de l'importance des problèmes migratoires qui ne font pas partie de leur univers mental habituel. Or les migrations d'aujourd'hui et, plus encore, celles de demain, représentent un phénomène démographique totalement inédit dans l'histoire du monde, en raison de l'énormité des flux migratoires mis en cause. On est désormais en présence d'une problématique totalement nouvelle que les

gouvernements ne sont nullement préparés à affronter. L'attitude de l'Allemagne en est la preuve la plus récente. L'immigration d'aujourd'hui représente désormais une véritable dynamite sociale dont les effets sur le plan politique peuvent être foudroyants. Or, ni en France, ni en Allemagne, n'existe un Ministère des Migrations habilité à traiter raisonnablement de ces problèmes. Or c'est un sujet chargé d'émotion et d'hypocrisie où, plus que tout autre, foisonnent les clichés et les idées fausses.

En second lieu, le traitement des phénomènes démographiques, et notamment des migrations, a été jusqu'à présent abordé comme des manifestations relativement bénignes, voire secondaires, peu dignes de retenir l'attention des pouvoirs publics.

On en voudra pour preuve la totale liberté accordée à l'INED, qui est un démembrement de l'Etat placé théoriquement sous la tutelle du ministère des Affaires sociales. Mais cette administration jouit en réalité d'une totale impunité ce qui a permis à ses responsables, depuis longtemps pénétrés par une idéologie tiersmondiste, de déverser dans la presse peu informée de ces problèmes (et donc dans l'opinion publique), un flot ininterrompu d'informations inexactes, déformées ou tronquées. Jusqu'au jour où l'opinion publique effarée été placée devant un fait accompli [\[9\]](#).

4° Or le monde a changé. La problématique migratoire revient au premier plan. Il faudra s'en accommoder et, sous peine de provoquer de graves désordres dans la société civile, prendre l'avis des gens, c'est-à-dire de l'opinion publique. Cela signifie que les problèmes migratoires ne devront plus être traités comme un élément relevant exclusivement et arbitrairement des pouvoirs régaliens de l'Etat. Il convient de mettre le public à l'épreuve et le placer devant ses responsabilités

A cet égard, la décision prise sous la présidence de Valéry

Giscard d'Estaing avec Jacques Chirac, Premier Ministre, de mettre en œuvre le rapprochement familial par un simple décret représente une de ces mesures aux conséquences incroyablement marquantes (de 30 000 à 50 000 entrées annuelles sur le territoire français dans des conditions plus que douteuses) prise avec légèreté, comme par mégarde, sans y accorder la moindre importance [\[10\]](#) . C'est typiquement l'exemple à ne pas suivre.

A l'avenir toute décision concernant les problèmes migratoires devrait faire , *a minima* , l'objet d'un large débat public au niveau du Parlement.

Mais il faudrait aller plus loin et ne pas hésiter à tenir un referendum destiné à doter les décisions prises en ce domaine de la plus forte légitimité politique, compte tenu de l'importance capitale des migrations dont on perçoit bien qu'elles façonnent l'avenir même de la France.

Et puisque les médias s'égosillent à soutenir mordicus que les Français sont largement disposés à recevoir les migrants, une dernière mesure destinée à mettre à l'épreuve les bonnes dispositions de l'opinion publique serait de créer une taxe spécialement dévolue au financement d'un « Fonds pour l'Accueil des Migrants ». Car les conseillers ne sont pas forcément les payeurs. Et il n'est pas exclu que l'enthousiasme proclamé par les médias ne se refroidisse pas singulièrement devant ces perspectives d'alourdissement de la pression fiscale.

Par ailleurs et enfin, l'accueil des migrants devrait se faire sous conditions, à savoir :

- L'apprentissage obligatoire de la langue française et de la nation française, son histoire et ses institutions

- l'acceptation d'une formation professionnelle pour exercer un métier dans les secteurs déficitaires de l'économie,

-l'installation à résidence dans des régions défavorisées et dépeuplées où leur arrivée serait susceptible de revitaliser ces zones.

Ces réfugiés ne pourraient pas, en outre, bénéficier des aides sociales sans fournir, en contrepartie, une prestation économique significative sous peine de créer de nouvelles couches d'assistés sociaux à perpétuité.

[\[1\]](#) Président , *Institut de Géopolitique des Populations*

[\[2\]](#) Le terme d'indésirable n'a rien de péjoratif en soi. Il faut le comprendre au pied de la lettre, à savoir des personnes non désirées, dont l'entrée sur le territoire national ne correspond en rien à un manque ou un besoin national sur le plan économique ou social. Or, faut-il le rappeler en France , le marché du travail est totalement saturé notamment en raison des politiques malthusiennes poursuivies par tous les gouvernements successifs de notre pays, y compris le gouvernement socialiste actuel . La générosité française officielle s'arrête au niveau des déclarations publiques.

[\[3\]](#) Ce ne sont pas elles qui vont avoir à gérer les problèmes quasiment insurmontables que ne vont pas manquer de produire ces entrées non désirées. L'immigration ne relève pas de la charité ni de la compassion mais d'une bonne gouvernance.

[\[4\]](#) Source CICM, le Centre interministériel de Contrôle de l'Immigration créé en 2005.

[\[5\]](#) Assistance médicale gratuite.

[\[6\]](#) Il est avéré que les flux migratoires proviennent exclusivement de pays musulmans. L'Islam, la religion de l'échec social, engendrerait-il naturellement les conflits et le chaos ?

[\[7\]](#) L'exemple type est la Tchétchénie, pays slave, colonisé

par les Turcs au 16^e siècle, devenu un foyer de rébellion musulmane irréductible en territoire orthodoxe. Il est peu croyable que les pouvoirs publics ferment benoîtement les yeux sur cette caractéristique pourtant évidente, au nom de la laïcité.

[\[8\]](#) Rappelons à cet égard que François Hollande a été élu avec 2 millions de voix d'immigrés et de leurs descendants .

[\[9\]](#) L'islamisation progressive de la France.

[\[10\]](#) Valéry Giscard d'Estaing s'en est par la suite « mordu les doigts », bien mais trop tard.